

RÉDACTION

BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale.....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 10 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 21

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 22 octobre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

Les statisticiens français viennent de faire une constatation fâcheuse : Un rapport inséré au *Journal officiel* montre qu'en 1890 il est mort plus de Français qu'il n'en est né.

De 1881 à 1889, l'excédent des naissances sur les décès avait représenté un total de 708,264 individus, soit en moyenne 78,000 à 79,000 par an. Ce n'était pas brillant, comparativement à l'Allemagne et à l'Angleterre. Mais enfin, il n'y avait pas reculé, il y avait une légère progression.

Malheureusement, en 1890, on ne constate plus de progression, même légère. On constate un recul, et un recul accentué. Voici les chiffres relevés sur les registres de l'état-civil.

Total des naissances : 838,039. Total des décès : 876,503. Excédent des décès : 38,464.

C'est la première fois qu'un pareil fait se produit en temps de paix.

Jusqu'à présent, on n'avait eu à constater des excédents de décès sur les naissances que dans les années de guerre : en 1855 (guerre de Crimée) et en 1871 (guerre franco-allemande).

Deux facteurs ont produit les fâcheux résultats que l'on constate pour 1890 : le nombre des décès a augmenté en même temps que le nombre des naissances diminuait.

Les officiers de l'état-civil ont enregistré 81,572 décès de plus qu'en 1889, tandis que le nombre des naissances d'une année à l'autre descendait de 880,579 à 838,039, en diminution de 42,540 personnes.

La comparaison des actes de l'état-civil en 1889 et en 1890 donne d'autres indications non moins fâcheuses :

Il a été relevé en 1890, pour la France entière, 269,332 mariages et 5,437 divorces.

La comparaison de ces chiffres avec les nombres correspondants de 1889 fait ressortir une différence de 3,602 mariages en moins, de 671 divorces en plus.

L'année 1890 a donc été mauvaise à tous les points de vue. Il y a : Augmentation des décès. Diminution des naissances. Diminution du nombre des mariages. Augmentation du nombre des divorces.

L'accroissement de la mortalité en 1890 est attribué par le rapport officiel à l'épidémie d'influenza qui a sévi pendant les quatre premiers mois de l'année. L'explication est plausible et l'on peut considérer que l'augmentation du nombre des décès est due à une cause accidentelle. Mais il n'en est pas de même pour l'affaiblissement de la natalité. Le nombre des naissances diminue chaque année de telle façon qu'en 1890 on a eu cent mille naissances de moins qu'en 1881 !

On en seroit sans doute étonné, si l'on continuait à descendre ainsi l'échelle ? demande le *Soleil*. Ou en sera la France ? Sans guerre, sans perte de territoire, par le seul effet de sa natalité, elle sera tombée au rang d'une puissance de second ordre. A cette époque où le nombre est tout, dit-on, où la victoire est réservée à la nation qui aura le plus d'hommes à mettre sous les armes, la France comptera trente millions d'habitants, quand l'Allemagne en aura soixante-dix, l'Italie quarante, la Russie cent cinquante millions.

Ce sera pour notre pays l'irréparable décadence.

Le *Soleil* néglige complètement un facteur de première importance : l'émigration. Le sol d'un pays ne peut nourrir un nombre illimité

d'individus. Il arrive un moment où il est saturé et où un déversement devient nécessaire. Il en est ainsi pour l'Angleterre et pour l'Allemagne, dont le trop-plein se répand sur la terre entière et dont l'émigration s'élève chaque année. En France, l'émigration est nulle ; l'immigration, par contre, est très forte. Si le phénomène de la diminution des naissances tenait à des causes permanentes et devait se perpétuer, ce qui n'est pas établi, les vides se combleraient aussitôt. Il n'y a pas de risque que l'Europe laisse la France se vider, et le seul danger qu'elle coure — si c'en est un — est de voir la pureté de sa race s'altérer. Mais le sol français assimile si rapidement ses habitants, nous voyons des Allemands d'hier être de si irréductibles Parisiens, que ce péril même n'est pas pour effrayer très fort.

Ce qui n'empêche pas les faits relevés par l'impitoyable statistique d'être, à divers autres points de vue, d'une indubitable gravité.

M. Edouard Lockroy, ancien ministre, député radical de Paris, époux en secondes nocces de la bru de Victor Hugo, a fait jadis des comédies et des vaudevilles. Aussi se croit-il préparé à écrire un gros volume pour... réfuter le récit de la guerre de 1870-71, par le maréchal de Moltke. (1)

Le grand stratège a écrit un livre remarquablement objectif, exempt de passion et de phrases, dans lequel il consigne des faits qu'il est mieux que personne à même de connaître, sans jamais refuser à la valeur des vaincus l'hommage qu'elle mérite. Sur quel point de ce récit militaire, fait avec la rigueur et la netteté d'un rapport de combat, M. Lockroy pourra-t-il diriger sa pétillante polémique ? Différents journaux nous donnent par avance quelques extraits de ce livre à venir, habilement choisis par l'auteur pour piquer la curiosité publique. Comme il était facile de le prévoir, c'est l'homme de parti qui répond au stratège. Il entend montrer que Napoléon III a entraîné la France avec lui dans la ruine pour avoir voulu à tout prix sauver le pouvoir temporel du pape. Au point de vue stratégique, ses armées étaient sans chefs, sans objectif, sans pensée. Au point de vue de l'instruction militaire, ses soldats n'étaient pas dressés à la grande guerre. Au point de vue du nombre, la France pouvait à peine mettre en ligne la moitié des forces de l'ennemi. Au point de vue maritime, elle était impuissante.

Toujours d'après M. Lockroy, le maréchal de Moltke n'a trouvé devant lui en 1870 aucun chef digne de lui. Mac-Mahon, dont le livre du vainqueur de Sedan loue la vaillance et la ténacité, ne trouve pas grâce devant le vaudevilliste français : « L'homme qui, sortant du camp de Châlons, a conduit l'armée du Nord, ne peut plus être considéré comme un général, mais seulement comme un partisan docile et maladroit de l'empire. Ce n'est pas pour défendre la France qu'il a coulé la longue traînée de sang que nos soldats » laissent derrière eux. »

Ces quelques lignes donnent la note de l'œuvre annoncée. Au maréchal de Moltke rendant justice à tous, M. Lockroy opposera une juxtaposition d'articles de journaux très spirituels

(1) Il vient de paraître, à Paris, librairie H. Le Soudier (174, Boulevard Saint-Germain) une excellente traduction du remarquable livre de M. de Moltke. Elle porte ce titre : « LA GUERRE DE 1870, par le maréchal comte de Moltke. Edition française, par E. Jagé, professeur, à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, avec carte d'ensemble du théâtre de la guerre. »

Il était si sincèrement perplexe, à mille lieues de soupçonner la vérité, que l'étranger s'impatiente un peu.

En effet, monsieur, vous n'avez pas l'air de comprendre. Je suis le procureur de la République et je vous arrête comme accusé d'assassinat.

Robert le regarda stupéfait.

Mais c'est tout bonnement insensé ce que vous me dites là !

Vous ne savez donc pas que depuis plus d'un mois, depuis vos fiançailles avec Mlle Levasseur, on vous accuse dans tout le pays de vous être débarrassé d'un rival dangereux ?

Ah ! c'était donc cela !... Voyons, monsieur, vous qui êtes de notre monde, de notre éducation, vous savez bien que cela est impossible, que cela ne se tient pas, qu'il n'y a pas au monde de jury assez bête pour croire que moi, Robert d'Ance, je sois allé me cacher dans un bois pour brûler la cervelle à un garçon que je pouvais loyalement provoquer en duel ?

Le jury pourrait répondre que le capitaine était un antagoniste redoutable ; que ses duels étaient réputés très malheureux pour les autres ; que vous étiez fou d'amour, et que les fous ne savent pas bien ce qu'ils font.

Oui, mais vous, homme d'honneur, vous direz : « Ce n'est pas possible. La vérité, c'est que j'avais eu une discussion avec Bertrand. »

Où vous l'avez menacé ; la discussion a malheureusement eu des témoins.

Je l'ai provoqué ; je devais aller à Trouville à la fin de la semaine ; nous devions trouver un prétexte quelconque pour nous battre, afin de ne pas mêler le nom de Mlle Levasseur à toute cette affaire. Vous voyez bien.

Mon Dieu, monsieur, je n'ai qu'un désir, c'est d'obtenir une preuve de votre innocence, — à laquelle

et très bien écrits, destinés à éreinter, non pas les Allemands, mais ceux des Français qui ne pensent pas comme l'auteur. Et il appellera cela répondre à M. de Moltke. Des deux livres, celui dont la France sortira le moins maltraitée, c'est celui de l'Allemand. Ainsi le veut l'esprit de parti.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 22 octobre.

Le discours de M. Pion. — La pension de Behanzin — Le cas de Mgr Gouthé-Soulard.

La seconde journée de la discussion générale du budget a marqué une réaction sur le peu d'empressement de la veille. Il y a donc encore des orateurs pour monter à la tribune et y aligner des chiffres !

Pour ne revenir qu'en passant sur une séance vieille déjà de deux jours, je remarquerai seulement que le discours de M. Pion n'a pas répondu entièrement à ce qu'on attendait. Le chef, ou plutôt le principal promoteur du groupe constitutionnel, a paru faire une critique un peu vive du budget républicain, sans racher cette critique par aucune déclaration de principe sur son adhésion à la forme du gouvernement.

M. Pion, dans cette circonstance, a semblé tout au moins s'associer entièrement à la droite, et le fait n'est pas de nature à calmer les méfiances d'une bonne partie de la gauche contre les nouvelles recrues provenant des anciens partis monarchiques.

Hier, la Chambre n'a pas siégé. La commission du budget s'est par contre réunie, pour entendre M. Etienne au sujet de l'affaire du Dahomey. Il s'agit d'un crédit supplémentaire destiné à fournir au roi Behanzin la rente annuelle de 20,000 francs qui lui a été promise. Le sous-secrétaire des colonies a insisté sur ce que le vote de ce crédit n'impliquerait nullement la ratification du traité. Toutefois la commission a préféré ajourner son vote, jusqu'à ce que la Chambre ait statué sur ce point essentiel. La commission désire également entendre le président du conseil et le ministre des affaires étrangères.

Le gouvernement s'est mis en affaire assez épineuse sur les bras, en prescrivant des poursuites contre M. Gouthé-Soulard, archevêque d'Aix. C'est encore une conséquence du fâcheux incident des pèlerins français à Rome. Le ministre des cultes ayant envoyé la circulaire que vous connaissez, pour interdire aux évêques de prendre part aux pèlerinages, plusieurs prélats ont répondu dans des termes que le gouvernement ne pouvait laisser passer.

De tous, c'est l'archevêque d'Aix qui s'est montré le plus acerbe. Le conseil a donc décidé de le déférer aux tribunaux. La mesure se justifie à plus d'un égard, mais il est clair qu'elle a de nombreux inconvénients. La presse de l'opposition s'empare de la question, pour dénoncer une nouvelle guerre au clergé, juste au moment où plusieurs de ses membres ont fait des avances à la république, et où, de leur côté, les ministres ont à plusieurs reprises engagé les Français à se rallier tous au drapeau républicain. La pacification intérieure qui avait été rêvée reçoit ici un sérieux accro-

Du côté de la majorité, la presse est unanime à approuver le gouvernement. La *Liberté*

je suis tout disposé à croire, — afin de vous permettre de partir. Ou étiez-vous ce jeudi où, paraît-il, Mlle Levasseur vous attendait chez des amis ?

— Ou j'étais ?

Robert se troubla visiblement.

— Je ne puis pas vous le dire.

C'est fâcheux, fit le procureur sèchement.

Marthe s'avança alors et mit la main sur le bras de Robert. Ce tout petit geste était un geste de protection douce et puissante : cependant : le geste d'une femme qui aimait. Le procureur en fut très frappé.

Ce que mon beau-frère ne peut vous dire, monsieur, je vous le dirai, moi. Au moment même où le capitaine Bertrand a dû être assassiné, nous causions, Robert et moi, au fond du parc. Je lui avais donné rendez-vous ; j'avais des choses graves à lui dire.

Marthe, tout en parlant, regardait le procureur. Elle vit qu'il ne la croyait pas.

Ce fut pourtant avec un accent de respect absolu qu'il dit enfin :

— Personne ne vous a vue, mademoiselle, vous rendant ce jour-là au fond du parc ?

— Personne, à moins que je ne me trompe. Il y a dans la tour que j'habite une petite porte donnant presque sur le parc même, et dont seule je me sers ; de ce côté-là, les domestiques ont peu l'occasion de passer.

— Je vous demande infiniment pardon, mademoiselle, de vous blesser. Mais M. d'Ance est votre ami d'enfance ; on dit même dans le pays qu'il avait été question d'un mariage entre vous. Aujourd'hui il est votre beau-frère, et votre tendresse pour votre sœur est connue. Vous devez sentir combien, dans de telles circonstances, votre témoignage aurait besoin d'être appuyé. Voilà pourquoi je suis forcé de vous demander une preuve, si légère soit-elle.

A ce moment, on entendit la voix vibrante et joyeu-

se ou à peu près s'est prononcée contre les poursuites.

A teneur d'une loi de 1810, c'est la cour d'appel qui est compétente pour connaître des délits correctionnels commis par les hauts fonctionnaires. Les évêques rentrent dans la catégorie, comme on l'a vu en 1880 déjà, lorsqu'une poursuite analogue a été dirigée contre Mgr Cotton, évêque de Valence.

Voici quels étaient les principaux passages de la lettre incriminée de Mgr Gouthé-Soulard à M. Fallières, ministre des cultes :

Nous n'avons besoin de votre invitation ni pour le passé, ni pour le présent, et rien ne vous autorise à nous la faire pour l'avenir : du reste nous savons nous conduire.

Le comité organisateur a suspendu les pèlerinages ; quand ils se rétabliront, je ferai ce que je voudrai dans l'intérêt de mon diocèse. Votre lettre donc était inutile.

Vous aviez mieux à faire que de vous presser de nous écrire une lettre qui devient une triste et odieuse contre-sens. De plus, elle n'est appuyée sur rien de sérieux : sa seule raison est de répondre à ces deux mots : Vive le pape !

Vous ne savez pas même si ces deux mots sont l'œuvre d'une main française ou d'une main étrangère. Comment rendre les pèlerins français responsables d'un fait personnel et insignifiant, dont vous ne connaissez pas même l'auteur ? Dites, si vous voulez, que c'est une étourdérie, et vous l'aurez jugé avec une entière sévérité.

Nous sommes humiliés des lamentables événements qui se passent en Italie et en France, où les maîtres du jour ne manquent aucune occasion d'attaquer et d'insulter cette religion catholique qui a fait l'Italie et la France. La paix est quelque fois sur vos lèvres, la haine et la persécution percent toujours dans vos actes, parce que la franc-maçonnerie, cette fille aînée de Satan, gouverne et commande.

Le *Journal des Débats* est loin d'approuver les poursuites exercées contre l'archevêque d'Aix.

Il écrit :

Certes, nous n'avons nulle envie de prendre fait et cause pour Mgr l'archevêque d'Aix ni de chercher à justifier sa conduite. Nous avons dit ce que nous pensions de l'attitude qu'il a prise et de la lettre qu'il a écrite. Un avertissement qui lui aurait été donné par une voie ou une autre eût été mérité. Mais une poursuite correctionnelle dépasse la mesure, alors surtout qu'en droit elle paraît si peu justifiée. On doit d'autant plus regretter cette poursuite brutale qu'elle est de nature à concilier au prélat contre lequel elle est dirigée des sympathies qui, autrement, lui auraient fait défaut et auxquelles il n'avait pas droit. La manifestation à laquelle il avait cru devoir se livrer avait trouvé peu d'accueil et peu d'écho. Il eût été plus habile de l'abandonner dédaigneusement à cette indifférence publique. Les journaux radicaux ne l'ont pas permis. Ils ont vu là une occasion de faire échec à cette politique d'apaisement dont ils ont si grand peur. Ils ont crié presque aussi haut qu'ils ont coutume de le faire quand un évêque se permet de publier une profession de foi républicaine. C'est alors que M. Fallières a commencé à se sentir moralement outragé ; c'est alors que « le magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire » s'est éveillé en lui et a crié vengeance. De là la mesure qu'on nous annonce. C'est un acte de mauvaise politique et un mauvais procès.

NOUVELLES POLITIQUES

— De nouveaux rajustements s'exécutent dans l'armée allemande : le commandant du 2^e corps, général Von der Burg, vient d'être mis à la retraite. Entré au service en 1849, il avait été attaché à l'état-major général en 1866 et en 1870, après avoir rempli les fonctions d'attaché militaire à Florence et à Paris.

se de la mariée, qui appelait : « Robert ! Robert ! »

Tous trois se regardèrent, étonnés à l'idée de cette joie qui allait se changer en désespoir. Edmée, toute prête pour le voyage, vêtue d'un joli costume bleu sombre, boutonnant ses gants, entra en courant.

— Eh bien ! monsieur mon mari, est-ce à moi à vous chercher ? On dirait que c'est moi qui vous enlève.

Dites, ai-je assez l'air « dame » avec cette petite capote ?

Puis, tout d'un coup, dans ce salon très sombre, elle avisa le procureur.

— On m'avait bien dit qu'un de vos amis était arrivé à la fumée des cierges. Mais, monsieur, les félicitations sont toujours de saison.

Puis, subitement, son bavardage rapide, un peu nerveux, s'arrêta. D'instinct elle se blottit contre son mari, qui l'entoura de son bras. Ce n'était plus auprès de sa sœur qu'elle cherchait aide et protection.

Alors elle dit :

— Il s'est passé quelque chose. — Quoi ? J'ai bien le droit de le savoir. Je ne suis plus une enfant.

Le procureur s'avança et s'arrangea pour masquer la sœur aînée.

— Mon Dieu, madame, je suis au désespoir de troubler ainsi une si belle fête, mais il a été indispensable de poser à M. d'Ance quelques questions au sujet de l'assassinat de juillet dernier.

— Ah ! c'est ce que cela !... s'écria Edmée revenue de sa vague terreur. On a trouvé l'assassin ? Quel bonheur !... j'ai horreur de ces crimes mystérieux dont on ne connaît pas l'auteur. Eh bien, Robert a répondu, je suppose. Partons. Le coup nous attend : il ne faut pourtant pas que nous manquions le train !

— Voulez-vous me permettre de vous interroger un instant à votre tour ?

— Certes. Mais je n'ai pas grand-chose à dire, je vous en prévient.

Le général Von der Burg est remplacé dans le commandement du corps de Stettin par le général de Blomberg.

— Des télégrammes de l'Assomption annoncent qu'une révolution a éclaté au Paraguay, mais que l'ordre est rétabli.

— On affirme de nouveau que le prince Ferdinand de Hohenzollern, héritier du trône de Roumanie, renonçant à Mlle Vacaresco, va prochainement épouser la princesse Marie-Alexandra-Victoria, fille du duc d'Edimbourg. Après son mariage, le prince habitera Jassy, où il sera chargé d'un commandement supérieur.

— Une nouvelle qui ne manquera par de produire une certaine impression dans le monde ecclésiastique, courait hier matin avec persistance dans les cercles catholiques de Rome. Le cardinal Parocchi, qui depuis quelque temps n'était plus parfaitement d'accord avec le pape, aurait donné son serment sur le point de donner sa démission de cardinal-vicaire. Le fait est que Mgr Parocchi est depuis quinze jours à Sienna et que cette absence n'est nullement justifiée. Les divergences entre Léon XIII et Mgr Parocchi datent du jour où ce dernier fit une très mauvaise spéculation de terrains au Testaccio pour construire une église. La spéculation se traduisait par une perte de quelques centaines de mille francs pour le Vatican sans que l'église pût être construite.

— Le procès contre Livraghi-Cagnassi commencera à Massanah le 28 octobre.

— Sur les récents troubles à Montevideo, on donne les détails suivants : Il existe dans la république orientale deux grands partis politiques, le parti blanc et le parti rouge. L'emploi de ces dénominations remonte à 1840. A cette époque, le parti conservateur et cléricale, d'une part, le parti libéral, d'autre part, étaient en guerre ouverte et, pour distinguer les partisans des deux camps, il avait été décidé que les conservateurs porteraient une cocarde blanche à leur chapeau et les libéraux une cocarde rouge.

Quoique, depuis 1863, le pouvoir soit entre les mains du parti rouge, c'est-à-dire des libéraux, le parti blanc est encore assez puissant, car il est composé de tous les grands propriétaires fonciers ; il représente la force aristocratique ; il s'appuie sur un grand nombre de loges maçonniques organisées militairement et prêtes à prendre les armes au premier signal. Le développement de la franc-maçonnerie est tout à fait extraordinaire en Uruguay.

Le dernier complot a été organisé par le général La Torre. On a découvert que les vingt conjurés qui devaient assassiner le président de la république, lors du dernier complot, étaient tous Italiens.

Au parlement français.

Paris, 22 octobre. La Chambre a continué aujourd'hui la discussion générale du budget. Elle a entendu MM. Jamais, Casimir Périer, président de la commission, et Camille Pelletan. La discussion sur les budgets des divers ministères pourra probablement commencer jeudi.

C'est M. Dumay, député ouvrier de Paris, qui déposera l'amendement annuel demandant la suppression de l'ambassade auprès du Vatican.

On dit que M. Thévenet demandera, à propos du budget des cultes, la révision du concordat, qui, suivant lui, n'est plus en harmonie avec les mœurs actuelles.

A propos du budget des affaires étrangères, M. Delecluse doit questionner M. Ribot sur l'affaire du Tonin et sur les affaires d'Egypte.

La droite avait eu, un instant, l'intention d'interpeller sur les poursuites intentées à M. Gouthé-Soulard. Mais, après réflexion, tout projet de ce genre a été ajourné jusqu'au procès. Il se pourrait qu'à ce moment un incident fut provoqué sur ce sujet, soit par voie d'interpellation, soit à propos de la discussion du budget des cultes.

Encore la retraite de M. de Bismarck.

Berlin, 22 octobre.

On n'en saura donc jamais le dernier mot. Une polémique s'est engagée entre les *Hamburger Nachrichten*, organe de l'ex-chancelier, et l'officielle *Post* de Strasbourg.

— Vous attendiez M. d'Ance ce jour-là chez vos amis du Manoir ?

— Oui. Il nous a fait faux-bond.

— Et mademoiselle votre sœur ne vous a pas accompagnée ?

— Non. La pauvre Marthe avait une migraine atroce. Je l'ai laissée sur sa chaise longue, bien enveloppée. A mon retour, je l'ai trouvée comme je l'avais laissée. Elle avait dormi, m'a-t-elle dit.

— Vous ne pensez pas qu'elle soit sortie pendant ce temps ?

— Bien sûr que non ! Elle pouvait à peine soulever sa pauvre tête. Quand elle a une de ses migraines, elle ne bouge pas.

— Cependant, dit Marthe d'une voix faible, je suis descendue au parc.

— Tiens ! Pourquoi ne pas m'en avoir dit un mot ? Je n'y aurai pas songé... balbutia la malheureuse.

De nouveau, la jeune mariée regarda les uns et les autres et sa terreur revint : elle se mit à trembler. Presque bas, elle dit à son mari de quelques heures :

— Robert, dites-moi... Que se passe-t-il ? Pourquoi ne partons-nous pas ? Nous sommes mariés, nous allons faire notre voyage de noces, nous en aller là-bas où le soleil est encore chaud. Ici, j'ai froid. Voyez, je tremble.

Il chercha à lui sourire. Pour lui, il ne voyait au monde que ce joli visage de femme ; il n'avait qu'un but : calmer ses angoisses, la rassurer sur ce qui s'était passé, sur ce qui allait se passer.

— Ne vous effrayez pas, ma bien-aimée. Il y a un malentendu qui ne durera pas, qui ne peut durer. Je suis obligé d'accompagner monsieur et d'expliquer certains faits relatifs à cet assassinat.

— Mais vous n'y pensez pas. Ce n'est pas possible, cela ne se fait pas ; ce serait du dernier ridicule ! Vous

FEUILLETON DE LA GAZETTE

CHARGE D'AME

par M^{lle} JEANNE MAIRET

— Pardon, monsieur, je le sais. Je suis venu moi-même vous... vous faire quelques questions... pour éviter autant que possible un esclandre.

— Comment, un esclandre ?

Marthe s'était rapprochée, toute blanche et hâlante. Elle avait compris, elle. L'orage avait éclaté.

Pour toute réponse, le jeune homme sorti de sa poche un objet soigneusement enveloppé. Quant le papier, il montra un petit revolver, un véritable bijou, mais tout rouillé et endommagé.

— Reconnaissez-vous ceci, monsieur ?

Robert prit l'arme, l'examina, puis dit, le plus naturellement du monde :

— Parfaitement. C'est un revolver que ma mère m'a donné ; tenez, elle y a même fait graver mes initiales. La, Comment se trouve-t-il entre vos mains, monsieur, et dans ce joli état ?

— Ce revolver a été trouvé dans un bois, près de la fontaine de Virginie. Il m'a été apporté par un nommé Isidore Benoit, à qui un paysan l'avait remis. Il est dans ce joli état parce que, depuis le 29 juillet dernier, il est resté caché dans un fournil, parmi le lierre qui tapisse la terre en cet endroit. Les arbrustes étant à demi dépouillés, le paysan a vu, par hasard, reluire le métal. L'endroit est tout près de la bifurcation des deux sentiers où le cadavre du capitaine Bertrand a été découvert.

— Voilà qui est singulier. Qui aurait pu me voler mon revolver. Je n'y comprends rien.

Ce dernier journal prétend que le 17 mars 1890, M. de Bismarck a pris et annoncé sa résolution de se retirer avant d'être formellement et définitivement invité par l'empereur.

Les *Hamburger Nachrichten* soutiennent au contraire que le chancelier de l'empire n'a devancé par aucune démarche irrévocable la demande de sa démission, demandant qu'il lui ait été adressée pour la seconde fois par l'empereur dans la soirée du 17 mars, et à laquelle il a accédé le lendemain. Il est vrai que, dans l'après-midi du 17, au conseil des ministres, M. de Bismarck avait déjà parlé de sa retraite; mais il ne l'avait pas indiquée comme une mesure « inévitablement » décidée par lui. Sans cela, l'empereur n'aurait pas eu besoin de lui demander officiellement de nouveau sa démission quelques heures plus tard.

On le voit, M. de Bismarck tient beaucoup à avoir été « revocqué »; il veut rejeter sur autrui la « responsabilité » entière de sa retraite.

Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que l'organe de l'ancien chancelier ne fait pas allusion seulement, dans son article, à une responsabilité morale ou historique, mais à une responsabilité parlementaire. Il insinue que les débats du Reichstag de l'empire ou du Landtag de Prusse feront la lumière sur la question. Il ajoute que la publication du procès-verbal de la séance du conseil des ministres du 17 mars 1890 et de la lettre de démission du chancelier serait chose fort désirable. Au temps où il exerçait le pouvoir, M. de Bismarck envisageait d'autre façon la divulgation de documents officiels. — MM. d'Arnim et Gellken l'ont appris à leurs dépens, — et il se préoccupait assez peu d'initier les Chambres aux détails des crises ministérielles.

S'il tient la promesse de son journal, et s'il porte à la tribune un débat sur les causes de sa démission, jamais les partisans du régime parlementaire n'auront fait une plus illustre recrue.

Débuts de règne.

Stuttgart, 22 octobre.

Les Chambres ont été ouvertes solennellement aujourd'hui par le roi, qui était entouré des princes Guillaume, Philippe et Albert, du président du conseil, de tous les ministres, des membres du conseil privé, du conseil d'Etat, du conseil supérieur de la cour et des hauts fonctionnaires. Le discours du trône parle du défunt roi, dont il rappelle le règne paisible et la popularité. Il constate avec satisfaction l'union du royaume à l'empire allemand. Le roi remplira tous ses devoirs envers l'empire, auquel il promet une fidélité immuable.

Le gouvernement s'occupera de la revision de la constitution et renouvellera les essais pour une entente, et il espère que cette œuvre difficile sera bientôt achevée. Il promet de maintenir les droits de chaque religion, de consacrer ses soins au développement économique de la nation, à la prospérité de l'industrie et l'agriculture, à l'augmentation des moyens de communication, au perfectionnement de la législation.

Au point de vue financier il continuera une politique prudente et veillera à la juste répartition des charges publiques. La législation des impôts sera remaniée.

Dans l'armée autrichienne.

Vienne, 22 octobre.

Le départ du duc Guillaume-Nicolas de Wurtemberg, qui résidera désormais à Stuttgart et qui était une des figures les plus populaires de l'armée autrichienne, et la démission, pour raison d'âge, du commandant militaire de Vienne, général de Kauffel, ont déterminé un mouvement important dans les hauts postes de l'armée.

Le feldzeugmeister Reinlander, commandant du 10^e corps, dont le quartier général se trouve depuis quelque temps à Przemyśl, sur la frontière russe, et au centre des ouvrages fortifiés construits en Galicie depuis 1887, prend le commandement de Gratz. Il est remplacé par le général Galozky, du grand état-major, un Hongrois qui passe pour un officier d'avant-garde. Comme sous-chef d'état-major à la place du général Galozky, le général de Sierneck est nommé au poste de gouverneur militaire de Vienne, et en même temps l'empereur, pour relever son autorité, lui a conféré la dignité de conseiller privé.

Le général de Kauffel n'avait que le titre de commandant de place. La situation faite à son successeur répond à l'augmentation si considérable du territoire de la ville, qui doit aussi entraîner de profondes modifications du régime militaire auquel la capitale était soumise jusqu'à présent, sans parler de projets de fortification qui, depuis 1866, ont toujours été à l'étude. Le rachat de chemins de fer place militairement sous le contrôle permanent et immédiat de l'Etat l'importante ligne stratégique du futur métropolitain. En outre, la création d'un corps de police militaire analogue à la garde républicaine de Paris augmente les attributions du chef militaire de Vienne et justifie le nouveau titre qui lui a été conféré.

Le mouvement ouvrier.

Paris, 22 octobre.

Le deuxième congrès des ouvriers et employés de chemins de fer s'est ouvert ce matin; trente-cinq délégués étaient présents. Le congrès s'est prononcé en faveur d'un syndicat unique pour les ouvriers de toutes les compagnies.

répondrez à notre retour...

Sans s'inquiéter des deux témoins de la scène, elle lui passa les bras autour du cou, prenant ainsi possession de son bien. Le procureur, très gêné, très contrainu, brusqua le dénouement.

— Madame, je suis vraiment désolé, mais le temps presse. On a malheureusement trouvé, tout près de l'endroit où est tombé le capitaine Bertrand, un revolver que M. le baron d'Ancein a reconnu comme lui appartenant; il est, du reste, marqué de son chiffre.

Edmée trembla un peu plus fort, mais ses bras ne lâchèrent pas leur prise.

Bravement, elle dit :

— Qu'est-ce que cela prouve ? Nous avons bien vu, Marthe et moi, combien il était facile de sauter, du jardin, dans le cabinet de travail de Robert. Un mal-faiteur aura pris le revolver. Vous voyez comme c'est simple. Ce n'est pas Robert, je suppose, que vous accusez d'un crime pareil ?

Puis, comme personne ne répondait, elle jeta un cri terrible. Elle avait compris. C'était comme prisonnier qu'on emmenait Robert. C'était là le voyage de noces tant rêvé qu'ils avaient dû faire ensemble en Italie, le pays des amoureux.

Robert, très doucement, détacha les bras de sa femme et se tourna vers Marthe.

— Prenez-la, Marthe; soignez-la bien, ma pauvre chère petite femme...

Pour elle-même, pour Marthe, dont le visage décomposé était cent fois plus tragique que la jolie figure égarée, de la mariée, il n'eut pas un mot de pitié. Il ajouta seulement :

— Vous expliquerez à maman, vous la consolerez. Ce n'est que l'affaire de quelques jours. Monsieur, je suis à vos ordres.

— Mais je ne veux pas, je ne veux pas !... sanglota

Le congrès représente à peine 20,000 personnes sur 400,000 employés de chemins de fer. Le personnel actif de toutes les compagnies est resté complètement en dehors de l'organisation du congrès. La plupart des délégués représentent des ouvriers d'ateliers non engagés à titre permanent.

Le congrès s'occupera principalement d'obtenir une fédération nationale de tous les employés et ouvriers de chemins de fer, et ensuite une fédération internationale, qui est considérée comme l'unique moyen de propager la grève au monde entier et d'en obtenir des résultats décisifs.

INFORMATIONS DIVERSES

— Les journaux du midi de la France sont remplis de détails sur les inondations du bassin du Rhône. Ce ne sont que chemins de fer coupés, ponts emportés et champs immergés. Aux dernières nouvelles la crue du Rhône continuait.

Des renseignements analogues nous viennent du Piémont : Par suite des pluies torrentielles qui se sont produites ces jours derniers, les fleuves et les rivières y débordent partout; les lignes de chemins de fer sont coupées sur plusieurs points, notamment sur la ligne de Turin à Savone, où un éboulement s'est produit près de la gare de San Giuseppe, par suite duquel le service sera suspendu pendant une dizaine de jours; il y a eu également un éboulement sur la ligne de Turin à Aoste, près de la station d'Ivry. Sur la ligne d'Alexandrie à Savone, les eaux ont détruit la voie entre Cassine et Strvi.

— Le prince Adhémar Savalan, juge à l'ambassade de Russie à Constantinople, a été assassiné, à coups de fusil, dans son domaine de San-Stefano, au lieu historique où fut signé, en 1878, le traité de paix entre les Russes et les Turcs.

Le prince Savalan appartenait à une des plus illustres familles arméniennes fixées depuis de longues années à Constantinople. Ses obsèques, auxquelles assistaient tout le corps diplomatique et des représentants du sultan et du gouvernement ottoman, ont été célébrées en grande pompe.

C'est un nouvel exploit des brigands. Quelques journaux l'attribuent à la bande du fameux Athanasios.

— De nombreux cas de diphtérie ayant éclaté parmi les juifs émigrés de Russie arrivés récemment à Constantinople, la Porte a interdit de recevoir d'autres émigrants israélites.

— La femme de M. Moleschott, le savant allemand devenu sénateur du royaume d'Italie, vient de se tuer à Milan. Elle s'est précipitée du quatrième étage dans la rue; on l'a relevée morte.

Mme Moleschott était atteinte de profonde mélancolie depuis trois ans. Sa fille, âgée de vingt ans, s'était donnée la mort.

Dans son désespoir, la mère avait déjà tenté de s'empoisonner. Puis elle avait paru se résigner, et ni son mari ni son fils ne s'attendaient à cette résolution tragique.

L'île de Pantelleria.

Palermo, 20 octobre.

C'est un bien singulier événement naturel qu'on nous signale de cette île, située entre la Sicile et la côte tunisienne : on a vu tout d'un coup, sous une action volcanique, un nouvel îlot sortir des eaux.

Le même phénomène s'est déjà produit à diverses reprises dans ces parages. En juillet 1883, entre Pantelleria et Sciacca en Sicile, on vit émerger une île de dix kilomètres de tour. Les Siciliens l'appellent Ferdinandecchi, les Anglais, l'île Graham. Au bout de peu de temps, elle disparut de nouveau dans la mer. Elle se montra de nouveau pour quelques jours, vingt ans plus tard, en 1881. Il est permis de supposer que c'est encore la même et qu'elle ne fera, cette fois encore, qu'une courte apparition à la surface des flots.

L'île Pantelleria elle-même est un remarquable phénomène volcanique. Elle est toute entière ceinte d'une chaîne de collines de laves, que domine un volcan éteint haut de 774 mètres. Des sources d'eau chaude y jaillissent sur plusieurs points. Plusieurs vallées, très fertiles, produisent en abondance des fourrages, des vins, du coton, des olives, des figues, des câpres, etc. La race d'ânes qu'on élève à Pantelleria est très appréciée. Pantelleria, chef-lieu de l'île, est une ville fortifiée de 3000 habitants. La population totale est de 7500 âmes, pour une surface de 150 kilomètres carrés.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Militaire. — M. le colonel-divisionnaire Kunzli avait donné sa démission, il y a quelque temps déjà, pour la fin de l'année courante. Il vient de prier le Conseil fédéral de le remplacer dès maintenant, puisque la nomination des commandants de corps d'armée nécessite actuellement d'autres remaniements.

Transports de blés. — On lit dans la *Riforma* que la compagnie du Gothard est en quête de magasins pour y entreposer du blé. Ses entrepôts de Brun-

nen sont entièrement garnis; il y a là 2700 wagons de blé. On en attend 600 à Bellinzona. Ces transports de blé semblent destinés à l'Allemagne et provenir du port de Gènes.

Simplon. — On considère, à Berne, comme une manœuvre de bourse la nouvelle venant de Bâle que le rachat du Central coïnciderait avec le percement du Simplon.

Poursuites. — Le « conseil » pour la poursuite et la faillite s'est séparé sans répondre aux deux questions posées par le gouvernement de Soleure et la Banque cantonale vaudoise; elles seront reprises ultérieurement.

Le 18 octobre. — La chancellerie fédérale publie les nouveaux chiffres suivants relatifs à la votation du 18 octobre: monopole 230,108 oui, 137,853 non; tarif 218,636 oui, 159,072 non.

La majorité est donc pour le monopole de 72,255 voix et pour les tarifs de 59,564.

Antiquités. — Les vitraux de la collection Vincent achetés par la Confédération seront exposés d'abord à Zurich, puis à Berne pendant la session de l'Assemblée fédérale.

La *National Zeitung* dit que le crédit a été dépassé et que le Conseil fédéral devra demander un crédit supplémentaire.

NOUVELLES DES CANTONS

GRISONS. — Les dommages causés par l'incendie du village de Ladir sont taxés à 100,000 francs. Le Conseil d'Etat a fait un envoi de 2000 francs pour subvenir aux premières dépenses.

TESSIN. — Le Grand Conseil a abordé la discussion des projets de loi sur le papier timbré et le commerce du vin.

Pour les tramways, les deux partis ont tenu des séances préparatoires dans lesquelles ils ont décidé d'accepter en principe la loi. Il existe toutefois une opposition chez les députés de Bellinzona, de la Léventine, de Verzasca, d'Onsernone et d'autres localités.

— A Chiasso, un certain Bernasconi, cordonnier, a blessé mortellement d'un coup de tranchet un compagnon de boutique. Il a été arrêté immédiatement. Il semble avoir commis son crime dans un accès d'aliénation mentale. L'année dernière, il avait déjà été interné dans un asile.

GENÈVE. — Mercredi soir, les électeurs radicaux de Genève étaient convoqués à la salle de l'Institut pour la nomination d'un comité en vue des élections du Conseil d'Etat. L'assistance était peu nombreuse. Le président, M. Fazy, a ouvert la séance par une allocution, puis M. Favon a prononcé contre le Conseil d'Etat le réquisitoire obligé.

Solt M. Fazy s'est M. Favon ont reproché au Conseil d'Etat de ne pas avoir tenu ses promesses ni exécuté son programme. Le parti radical, s'il revient au pouvoir, fera bien mieux, parce qu'il est le vrai parti national. Les deux orateurs ont brodé sur ce thème une série de variations qui ne sont pas sorties des banalités et redites d'usage en pareille occurrence. Le tout ne paraît pas avoir été très chaleureux. On a nommé un nombreux comité chargé d'arrêter la liste du parti.

On sait que le parti démocratique propose la réélection pure et simple du Conseil d'Etat, dans lequel MM. Vautier et Fleuret représentent la minorité radicale. Les radicaux veulent au contraire des modifications; ils songent en particulier à réintroduire dans le gouvernement M. Henri Fazy, ancien conseiller d'Etat.

Nous avons dit que, dans sa dernière séance, le Grand Conseil a décidé qu'un essai pratique et public d'élection suivant le principe de représentation proportionnelle aurait lieu. Ce sera le dimanche 13 décembre, au Bâtimement électoral.

Cet essai se fera avec une liste de 37 candidats, comme pour l'élection du Grand Conseil, collège de la ville. Les groupes désirant présenter des candidats devront déposer leur liste trois jours avant l'élection, à la Chancellerie.

NEUCHÂTEL. — Une fête organisée par la Société suisse des commerçants, section de Neuchâtel, à l'occasion de l'inauguration d'un nouveau drapeau, a eu lieu samedi passé au Grand Hôtel du Lac. Elle était combinée avec le 17^e anniversaire de la fondation de cette société; à cet effet, les sections de Berne, Fribourg, Lausanne et Genève avaient été conviées, de même que les autorités cantonales et communales.

MM. Wakerlin et Ador représentaient la section de Lausanne; l'accueil qui leur a été fait témoignait du plaisir qu'ont eu les jeunes commerçants de Neuchâtel à inaugurer avec leurs confrères de Lausanne les relations d'amitié qu'ils entretiennent déjà avec Berne et Fribourg.

Il y a eu soirée dramatique et musicale, remise de la bannière, banquet joyeux avec toasts, puis bal et enfin, le lendemain, course à St-Aubin où on a recommencé à danser et à chanter.

Une preuve — si légère soit-elle...

Cette preuve était là, enfermée dans ce joli meuble.

Elle s'affaissa, et agenouillée, prosternée, elle répétait comme une insensée :

— Non, non, vous savez bien, mon Dieu, que je ne le peux pas... que je ne le pourrai jamais...

XIII

A la joie succédait le désespoir, au bruit, le silence morne.

Edmée, plus qu'à moitié malade, resta au lit, refusant de parler, de manger, de bouger. Il y avait, dans sa douleur, un mélange curieux d'irritation nerveuse, de colère sourde. Mme d'Ancein, restée au château, prise de peur à l'idée de se trouver seule chez elle, semblait incapable d'agir, ne sachant que pleurer et prier.

Dès la première heure, Marthe s'en alla trouver son vieil ami, le marquis. Celui-ci vint à sa rencontre, les deux mains tendues.

— Oui, cher marquis, je sais, vous nous plaignez beaucoup. Mais, c'est autre chose encore que de la pitié qu'il me faut. Vous m'avez dit de compter sur vous; je compte sur vous en effet. Au château, nous sommes un tas de femmes ne connaissant rien à toutes ces vilaines affaires. Prenez notre cause en main; agissez comme si vous étiez notre parent, défendez l'honneur de ce malheureux Robert, si abominablement accusé. Il faut que nous le sauvions, il le faut.

Rassurez-vous, ma chère enfant. Aucun jury ne le condamnerait sur des cancanes de village, et sur une arme trouvée. S'il avait commis le crime, sa première pensée eût été de remettre le revolver à sa place en le nettoyant avec soin...

— On le renverra, soit. Mais, si le véritable coupable

CANTON DE VAUD

AIGLE (Cort.). — Mardi, le conseil communal d'Aigle avait à s'occuper de deux questions, l'une concernant l'achat par la commune de l'église allemande, appartenant à l'hoirie Kerner, et l'autre concernant une demande de concession de terrain faite par MM. Ami Chessex et Barraud, ingénieur.

Pour cette dernière, le préavis municipal a été renvoyé à une commission de sept membres nommés par le conseil.

La commission élue dans une précédente séance pour s'occuper de l'achat de l'église allemande a fait son rapport conduisant au rejet des propositions municipales.

Une longue discussion a eu lieu à la suite de laquelle la municipalité a exprimé le désir que la votation n'eût pas lieu; elle offrait de fournir à la commission des renseignements qu'elle n'avait pu donner dans son préavis.

Le conseil a accepté cette proposition et la solution de cette question a été renvoyée à une prochaine séance.

BEX. — Grâce à un automate doux et même chaud, dit l'*Echo du Rhône*, les forêts à châtagnes laissent espérer une récolte passable sous le rapport de la quantité et même comme qualité. Il ne reste qu'à souhaiter qu'une gelée précoce ne vienne pas détruire les espérances de tant de pauvres gens qui comptent sur cette denrée pour passer l'hiver.

ECHALLENS. — Un jeune homme apprenti chauffeur s'est fait écraser hier, dans la gare d'Echallens, entre sa machine et un hangar. On ne peut pas encore se rendre compte de l'état de la victime de cet accident, qu'on a conduite à l'hôpital cantonal.

LAUSANNE

Election pastorale. — La démission de M. Audemars nécessite l'élection d'un pasteur à Lausanne. On lit à ce propos dans le *Grutli* :

« Le comité de l'Union ouvrière, dans sa séance du 14 octobre, a décidé à l'unanimité de demander à M. le pasteur Ducasse de se présenter au poste vacant de pasteur à Lausanne. M. Ducasse a répondu que l'état de sa santé ne lui permettait pas d'accepter cette invitation. Cette fois, l'élection de M. Ducasse était assurée, notre Union disposant, comme la montre le scrutin de dimanche, de 13 à 1400 voix de citoyens vaudois et suisses; en outre, dans cette votation les étrangers au pays ont droit de voter, ce qui assurait encore quelques centaines de voix de plus à notre candidat. Cette occasion ne se retrouvera pas de longtemps. Nous ne voulons pas reprocher à M. Ducasse sa détermination, puisqu'il est malade, mais nous la regrettons beaucoup. »

Lazareth. — M. Jean Cevey, au Bois-Genoud, a été nommé infirmier du lazaret communal du moulin Creux. Il y avait trente-cinq postulants pour cet emploi.

Conférences. — M. André a fait hier, au Musée industriel, sa première conférence hebdomadaire. Il a introduit son sujet, expliqué ce que doivent être ces conférences, sorte de cours littéraires sous forme de causeries, et dit à quel auditoire elles s'adressent. Puis, passant de la théorie à l'application, il a parlé, en termes très judicieux, du dernier ouvrage de Pierre Loti, ce *Livre de la pitié et de la mort*, dont la *Gazette* a donné en feuilleton la perle : *Vie de deux châtées*.

Le succès des conférences de M. André est doré et déjà assuré. Le public était nombreux hier; il le sera plus encore à la seconde séance, jeudi prochain.

Théâtre. — Nos bons villageois forment, avec les *Vieux garçons*, la *Famille Benetton* et les *Pattes de mouche* un ensemble de comédies de mœurs qui eurent, sous le second Empire, un grand succès. Mais la première a gardé sa fraîcheur, nous dirions presque son actualité, tandis que les autres sont un tantinet démodées et vieillottes : aussi Nos bons villageois tiennent-ils encore l'affiche et font-ils toujours plaisir. Il y a en effet, dans cette charmante comédie, des types qui paraissent d'aujourd'hui : le haineux et méchant Grincheux; l'égoïste Tétillard; Floupin, le pharmacien ambuleux et sournois; et le bonhomme Morisson, l'honnête bourgeois qui adore son fils et la pêche à la ligne; avec cela, par moment, des situations d'un grand intérêt dramatique, et des épisodes d'un comique de bon aloi conduits avec l'habileté scénique de Sardou.

M. Scheler nous a donné hier une représentation de *Nos bons villageois* et il est regrettable qu'un public plus nombreux n'ait pas répondu à son appel, car la soirée a été charmante. Les artistes de M. Scheler forment un ensemble très satisfaisant qui gagnera encore en homogénéité après quelques soirées. Felicitons Mme Malet, une adorable ingénue, ayant de l'accent, un organe agréable, du naturel, de la jeunesse; c'est une artiste d'avenir qui doit chercher à se débarrasser d'un peu de monotonie dans sa voix. Mme Leger, d'une voix de bon moment dans un rôle important. M. Bienfait nous a fait grand plaisir dans Floupin, et M. Desceuse, dans le personnage du baron. M. A. Scheler était parfait dans le papa Morisson; M. G.

ble n'est pas trouvé à temps, ou, ajouta-t-elle d'une voix changée... ou si quelque preuve irrécusable de son innocence ne se produit pas, il restera toujours sous le coup de cette accusation monstrueuse. Bien des gens dirent : « Qui sait ?... » Et cela, il ne le faut pas. Robert doit sortir de cette épreuve la tête haute. Il a devant lui une vie, belle de travail utile et de bonheur, et cette vie serait, dès le début, barrée, assombrie... Cela n'est pas possible; cela ne sera pas.

Le marquis réfléchit, puis tira sa montre : — J'ai tout le temps. Je partirai pour Paris dans une heure. J'irai voir un avocat, celui que me conseillera de prendre un vieil ami à moi, très ferré en pareille matière. Puis j'obligerai des magistrats que Mlle d'Ancein et Edmée puissent visiter le prisonnier... C'est bien cela que vous réclamez de moi ?

— Oui. Merci et merci encore. Et, surtout, que toutes les recherches possibles soient faites pour découvrir le coupable. Il n'y a — je n'ai pas besoin de le dire — aucun sacrifice d'argent que nous ne fassions...

Cela, Marthe, c'est l'affaire du parquet. Je ne vous cacherais pas que je n'ai pas grand espoir de voir l'enquête aboutir. Une première fois des recherches ont été faites sans amener de résultat, et il y a de cela longtemps déjà. Entre le moment du crime et celui où il a été découvert, il s'est passé seize ou dix-huit heures. Il faut beaucoup de bateaux du Havre, et le Havre est tout proche : l'assassin avait de l'argent, puisqu'il a pris celui de sa victime. C'est une aiguille à retrouver dans une botte de foin. Non, il nous faut mettre notre espoir dans une plaidoirie habile et dans les antécédents irréprochables de votre beau-frère.

Le marquis alors la congédia; il n'avait que le temps s'il voulait prendre le train du matin. Marthe avait fait tout ce qui dépendait d'elle, elle n'avait plus

Scheler faisait un amoureux suffisamment ému et vibrant. M. Montplaisir, qui est un artiste de valeur, aurait gagné à charger moins le rôle déjà dur de Grincheux.

Tel est le bilan de la soirée d'hier. Dimanche, l'*As de trèfle*, drame à nous inconnu, mais que le nom de l'auteur, Pierre Decourcelles, suffit à recommander.

VARIÉTÉS

Le roto chilien.

SOUVENIRS PERSONNELS

Au Chili, on appelle *roto* tout homme du peuple. C'est en somme le pauvre diable — le même partout — qui peine, gagne sa vie avec ses bras et ne mange pas toujours à sa faim. Du *roto*, on pourrait dire plutôt qu'il ne boit pas toujours à sa soif, car elle est ardente, constante, et, autre Phéon, renaît plus vivace de ses multiples extinctions; la faim ne vient qu'en seconde ligne. Mais nulle part le pauvre diable n'est aussi caractérisé, n'est au même degré un type, avec de robustes qualités bien à lui et des défauts identiques chez tous. Il est le produit du mélange de la race araucanienne avec les Espagnols et tient plutôt de l'Indien.

En moral, il a inventé le « zutisme » bien avant Caliban; il est fataliste comme pas un Turc. Jamais, au grand jamais il ne s'est préoccupé de ce qui lui arrivera demain, ni ce qu'il fera, mangera, boira et où il couchera. C'est le cadet de ses soucis, car étant le plus fameux « débrouillard », que la terre porte, il est certain de s'en tirer d'une façon quelconque. Ses besoins sont pour ainsi dire nuls. Si on n'a rien à manger, eh bien, dame, on jettera à rien de plus simple. Dans le dernier voyage que je fis à travers la Cordillère, j'avais comme arriero ou muletier un vieux péon qui n'avait jamais voyagé avec moi. Le second jour, après midi, comme je causais amicalement avec lui, il s'aperçut, paraît-il, que j'étais moins raide que ma réputation, et il me dit tout à coup :

— Patron, je voudrais bien vous dire un mot.

— Eh bien, quoi, José ?

— S'il y avait moyen de manger quelque chose ce soir, je serais bien content, car hier matin nous sommes partis de trop bonne heure pour que j'aie eu le temps de rien emporter avec moi.

— Mais on vous a pourtant donné à manger, hier soir, au campement de Juncal ?

— Non, patron, vous ne m'avez rien dit et je n'ai pas osé demander aux domestiques, que je ne connais pas.

Notez que c'était un homme d'au moins soixante ans et que, si je ne lui avais pas adressé la parole, il aurait fait sans broncher les trois jours de route très pénibles sans rien dans le ventre. Comme je lui donnais une plaque de chocolat que j'avais sur moi :

— Oh ! bien, me dit-il, à présent j'en ai assez pour le reste du voyage.

Trouvez-moi des gaillards pareils dans le Gros-de-Vaud !

Voilà pour le manger; pour boire, il y a de l'eau dans la Cordillère, quand on n'a pas d'argent, et on se rattrape les jours de paie en buvant sec et ferme du vin, de la chicha (vin nouveau), de l'eau-de-vie, d'importe quoi, pourvu que ça torde plus ou moins les boyaux. Pendant la campagne du Péron, quand il n'y avait pas même de l'eau, le roto s'en passait pendant des journées entières, et mieux que le soldat d'importe quelle autre race. Cela a dû être aussi le cas dans la dernière guerre civile, vers le Nord.

Le coucher est tout aussi simple. La route, un arbre, un coin quelconque sous le firmament si beau, si élément et si grandiose, suffit, et le roto vous dira au nez si vous lui offrez une belle chambre. Si vous lui donnez un lit, il ne serait pas long à l'engager chez la « tante » pour en boire le produit religieux jusqu'au dernier sou tout en riant de cet imbécile de « gringo » (étranger) qui s'est imaginé qu'on avait besoin d'un pareil meuble.

Ceux qui vont à cheval — et qui n'y va pas ? — se font une couche délicate avec les peaux de mouton qui, de jour, servent de housses, superposées par dizaines dessous et dessus le « recado » (les arçons de la selle), qui, lui, constitue un excellent oreiller. Le soir on étend les peaux de mouton, on se roule dans son poncho, on noue le mouchoir autour de la tête et en voilà plus qu'il n'en faut pour dormir comme un loir. Il m'est arrivé souvent, au printemps, en automne, entre 3 et 4000 mètres au-dessus de la mer, de trouver mes ouvriers le matin sous dix centimètres de neige tombée dans la nuit. Ils ronlaient comme des scieurs de bois et, au réveil, disaient, tout étonnés : « Tiens, il paraît qu'il a neigeé ». Et jamais de rhumatismes. Douze heures de cheval là-dessus sont un antidote souverain.

Leur toilette : une chemise, un pantalon, un poncho fabriqué avec n'importe quoi — quand on n'a rien d'autre — et comme couvre-chef, en cas d'absence d'un produit de l'industrie humaine, le bon Dieu leur a planté des cheveux drus qui tiennent bon au cuir chevelu. Le « genou » civilisé est inconnu. La chaussure est un article de luxe et son absence est la règle. Après cela, si par bonne fortune le roto « rencontre » quelque part un morceau quelconque de

qu'à attendre et à donner aux autres un peu de son propre courage. Ah ! qu'elle est venue agir, être forcée d'aller, de venir et d'oublier, ne fût-ce qu'un instant, cette pensée qu'il la quittait pas, du sacrifice possible — probable même — qui l'attendait !

Elle n'osait pas ouvrir son journal; elle n'osait pas se rappeler ce qu'elle y avait écrit. Elle savait pourtant que, dans l'abandon de son absolue sécurité, elle y avait dit ses lites, ses pensées les plus secrètes, son amour, hélas ! son triste amour, qu'elle avait caché avec tant de soin, et qui lui se montrait, palpitant, entre deux sanglots. Elle qui, depuis des mois, n'avait eu qu'un but en vue : cacher son secret !

Et ce triste secret deviendrait la proie d'une publicité de sensations nouvelles, serait livré à la curiosité de tous, et Edmée saurait ainsi la vérité, et Robert apprendrait qu'elle l'avait aimé, qu'elle l'aimait toujours... Ce n'était pas possible ! Jamais elle n'y pourrait consentir, pas plus qu'elle ne pourrait consentir, même pour sauver un être chéri, à laisser tomber ses vêtements. L'âme aussi à sa pudeur !

LEÇONS D'ANGLAIS

5627. Mme Vienneux rue Beau-Séjour 3. — Grammaire, littérature, conversation, leçons spéciales pour étudiants et les élèves se préparant au baccalauréat.

D. Uccellotti

PÉDICURE

[5694] avantageusement connu à Lausanne depuis 28 ans, ainsi que dans les principales villes d'Europe et d'Amérique, comme habile opérateur, ne restera ici que peu de jours. Hôtel des 3 Suisses, chambre n° 12, de 9 à 4 h. Sur demande il se rend à domicile.

L'ESTAFETTE

est en vente

A LAUSANNE

Kiosque de St-François. Kiosque de la Palud. Kiosque de la Riponne. Bibliothèque de la Gare. M. Bassin, mag. de tabac, Grand-Pont. Mme Ammann, mag. littéraire, r. Haldimand. M. Krieg, papeter, place Pépinière.

A AIGLE

Librairie Delafoey.

A BEX

Ch. Buffat fils.

A ECHALLENS

Librairie F. Despont.

A MORGES

M. Staub-Kuhn.

A MOUDON

Librairie Benoit.

A NYON

M. Werners, papeter.

A PAYERNE

F. Gachet-Grivaz.

A VEVEY

M. Holl-Broyon, rue de Lausanne.

MM. Lertscher & fils, rue du Lac. 219

Librairie Jacot-Guillarmod.

A YVERDON

Librairie Grandchamp.

Le numéro 5 centimes.

FABRIQUE

d'appareils de chauffage

FONDÉE EN 1869

Grand choix de calorifères de tous systèmes.

Poêles de castelles, etc.

Chauffages centraux à air chaud; transformation des chauffages de défectueux; réparations de tous genres concernant la fumisterie. 5333

J. Pellissier

36 et 38, Rue St-Roch

près la Tour, Lausanne.

TELEPHONE

MEDAILLE D'OR

L'Exposition Universelle, Avers 1868

CHOCOLAT

LAUSANNE

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

CHOCOLAT

INSTITUT AGRICOLE DE LAUSANNE

Il sera donné à Lausanne, au Champ-de-l'Air, un enseignement agricole élémentaire, approprié aux jeunes gens de la campagne et portant sur toutes les branches dont la connaissance est utile à l'agriculteur. Cet enseignement est de deux semestres.

Les cours commenceront le 9 novembre 1891 et finiront le 12 mars 1892.

Le programme détaillé des cours sera expédié à toute personne qui en fera la demande, franco, au Département de l'Instruction publique et des cultes ou au directeur de l'Institut, M. Bieler, à Lausanne.

Les jeunes gens qui désirent suivre les cours devront être âgés de 16 ans au moins. Ils se feront inscrire avant le 3 novembre au Département ou au bureau de l'Institut, au Champ-de-l'Air, en envoyant leur acte de naissance et leur carnet scolaire ou un témoignage d'étude.

Lausanne, le 8 octobre 1891.

5336 Direction de l'Institut agricole.

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

5336

ÉCOLE D'ESCRIME

MM. les étudiants et amateurs sont informés que la salle d'armes de l'Université et de la Société d'escrime de Lausanne, qui se trouvait auparavant à l'Athénée, est actuellement

PLACE SAINT-LAURENT 24, AU 1^{er},

sous la direction de M. BERTHE, professeur.

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602

5602